



ALBANIE: LES ELECTION DOIVENT PLAIRE A L'EUROPE

Mickaël Wilmart*

Affrontement de personnalités bien plus que de programmes, le scrutin législatif du 28 juin prochain fixera surtout le rythme d'une éventuelle adhésion du pays à l'Union européenne.

Alors que l'Albanie a déposé officiellement, le 28 avril, sa candidature d'adhésion à l'Union européenne, le pays se prépare à renouveler son Parlement, le 28 juin prochain. Le président de la République, Bamir Topi, a déclaré que ce scrutin serait le dernier de la transition, qui a commencé en 1991. Les élections doivent en effet attester de la stabilité acquise par la démocratie albanaise sous le regard des observateurs internationaux, et surtout de l'Union européenne (UE) qui a averti qu'il s'agirait d'un véritable test en vue d'une adhésion future. Les élections de 2005 et de 2007 s'étaient relativement bien passées, mais l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) avait relevé plusieurs problèmes qui devraient être réglés par le nouveau code électoral.

La politique albanaise est plus une histoire de personnes que de programmes. Les gouvernements ont peu de marge de manoeuvre pour appliquer, en essayant de définir quelques priorités, les directives européennes qui doivent conduire à une intégration plus ou moins proche du pays dans l'Union. Aussi, le résultat de l'élection de juin se jouera en grande partie sur le bilan de la majorité de droite dirigée par le premier ministre Sali Berisha et le Parti démocratique (PD).

Après quatre ans de pouvoir, le gouvernement pourrait se prévaloir de plusieurs réussites. D'abord sur le plan international: signature de l'Accord d'association et de stabilisation avec l'UE en 2006, rapprochement avec les Etats-Unis, adhésion à l'Otan en 2009. En politique intérieure, le mandat a surtout été marqué par une amélioration des infrastructures (routes, aéroports) et une réforme de la fiscalité favorisant les investissements internationaux. La lutte contre la corruption a connu des hauts et des bas. La modification des démarches administratives a permis de faire reculer le problème au quotidien. Mais dans le même temps, la corruption a touché de plein fouet le gouvernement.

Car la population albanaise pourrait retenir de ce mandat les scandales qui ont éclaboussé l'exécutif, comme l'arrestation en 2007 du secrétaire d'Etat aux transports pour le détournement de fonds destinés à la construction d'une autoroute. L'héritage le plus lourd à gérer sera sans doute celui du traumatisme causé par l'explosion d'un dépôt de munitions dans la banlieue de Tirana en 2008, qui avait entraîné la démission du ministre de la défense, également soupçonné d'implication dans un trafic d'armes entre l'Albanie, les Etats-Unis et l'Afghanistan.

EXIT LES PETITS PARTIS?

De son côté, la gauche, dominée par le Parti socialiste (au pouvoir en 1991-1992, puis de 1997 à 2005), a aussi un bilan à défendre. Après la défaite de 2005, l'ancien premier ministre Fatos Nano a été mis en minorité au sein du parti, au profit du maire de Tirana, Edi Rama. Celui-ci a considérablement modernisé la capitale depuis 2003 et s'en sert comme vitrine des capacités du PS à réformer le pays.

Les programmes étant flous, le premier enjeu de l'élection de juin est donc le choix entre deux fortes personnalités: Sali Berisha et Edi Rama, dont les partis sont au coude à coude dans les sondages. Le véritable enjeu pour le pays reste toutefois la réussite de l'élection elle-même, qui rassurerait les partenaires internationaux. Les deux principaux partis se sont donc entendus pour modifier le code électoral et le mode de scrutin. Celui-ci devrait renforcer la bipolarisation au détriment des petits partis obligés d'entrer dans des coalitions pour espérer glaner quelques sièges. Toutefois, pour répondre aux attentes de l'électorat qui classe en tête de ses préoccupations l'économie, le chômage (au moins 12%) et la pauvreté,

la campagne devra aussi se focaliser sur ces sujets. Le débat devrait tourner autour du renforcement des infrastructures du pays (réseau routier et électrique en tête) ainsi que sur les possibilités de développement de secteurs délaissés, comme les campagnes sur lesquelles le PS semble vouloir mettre l'accent.

***Ingénieur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales**